



Journée de lutte et de mobilisation

1^{er} mai 2019 - 10 h 00

place de la République à Châteauroux



Le 1er mai est une journée d'action et de mobilisation internationale pour les droits des travailleur-se-s, le progrès social, la paix et la solidarité.

Dans la continuité des nombreuses luttes menées, il s'agit de poursuivre et amplifier les batailles pour que les urgences sociales et climatiques soient enfin prises en compte par le gouvernement et le patronat.

Aujourd'hui, 9 millions de personnes vivent avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté dont 6 millions sont privé-e-s d'emploi, et de nombreux-ses jeunes sont en situation de précarité. Dans le même temps des dividendes de plus en plus importants sont versés aux actionnaires. C'est une autre répartition des richesses qu'il faut mettre en œuvre ainsi qu'une fiscalité plus juste et plus progressive.

A l'inverse des choix politiques actuels, il est urgent de revaloriser les salaires du privé et du public, les minimas sociaux et les pensions, développer des services publics de qualité sur tout le territoire, gages de cohésion sociale et de plus d'égalité, d'établir une protection sociale de haut niveau, socle de notre modèle social basé sur la solidarité, créer des emplois de qualité dans le privé comme dans le public et assurer l'égalité professionnelle, permettre la réussite de tous les jeunes et l'accès à un haut niveau de qualification à toutes et tous ainsi que l'autonomie de la jeunesse, une éducation émancipatrice, gratuite sans restriction de nationalité.

Les injustices sociales explosent et sont étroitement liées aux risques environnementaux que personne ne peut plus ignorer et qu'il faut prendre en compte. Réchauffement climatique, perte considérable de la biodiversité, épuisement des ressources naturelles, pollutions des océans, usage immodéré de produits phytosanitaires, dissémination de perturbateurs endocriniens... Les dégradations sont nombreuses et atteignent souvent des seuils d'irréversibilité à court terme. Les conséquences pour les populations sont de plus en plus dramatiques. Il est urgent de prendre les mesures nécessaires pour permettre une transition environnementale

juste socialement.

Le gouvernement doit agir sans délai et à grande échelle pour permettre la construction d'une société plus juste, plus solidaire, non discriminante qui réponde aux questions environnementales, sociales et de santé sans les dis-socier.

La CGT s'engage à lutter, avec la même force, au renforcement des libertés publiques et contre toute restriction du droit à manifester, à s'exprimer et à s'organiser. Elle condamne les répressions syndicales envers les salarié-e-s et les jeunes organisées par le patronat et le gouvernement. Elle dénonce fortement les mesures répressives et parfois violentes déployées par le gouvernement dans le but de faire taire le fort mécontentement et la grande exaspération du plus grand nombre.

Ensemble, nous pouvons faire plier ce gouvernement de casse sociale en travaillant ensemble la convergence de toutes les luttes :

- La suppression de la CSG ;
- La relocalisation des activités, l'arrêt des liquidations des industries et des services publics ;
- Une Sécurité sociale couvrant 100 % des risques, financée par la socialisation de la part nécessaire des richesses créées ;
- La défense des libertés syndicales et la conquête de moyens pour le syndicalisme.
- L'augmentation des salaires, pensions, minima sociaux ;
- La semaine à 32 h ;
- Un retour à 60 ans pour une retraite à taux plein ;
- L'abrogation des lois et ordonnances El Khomri-Rebsamen/Macron/Touraine/NOTRe ;
- Le rejet de toutes formes de discrimination, racisme et xénophobie ;
- Le soutien aux peuples victimes de la guerre ;
- L'exigence de paix et désarmement dans le monde.